La République doit-elle faire le deuil de la vérité ? Ou Socrate contre les sophistes

Description

Les chroniques de Patrick Pilcer

Le second tour des élections municipales de mars 2026 a livré bien plus qu'une photographie politique locale. Il a révélé une transformation plus profonde, plus inquiétante : celle du rapport de notre démocratie à la vérité.

Car au-delà des alliances, des victoires et des défaites, un constat s'impose avec une évidence presque brutale : le niveau du débat public s'est littéralement effondré. Et avec lui, la qualité des incarnations politiques. Le débat télévisé entre Rachida Dati, Sophia Chikirou et Emmanuel Grégoire illustre ce propos parfaitement. Face aux outrances de la candidate d'extrême-gauche et à la difficulté à aligner trois phrases cohérentes de suite pour l'ancienne ministre de la Culture de Macron, le candidat socialiste, malgré le bilan catastrophique de son ancienne équipe, malgré le scandale dans le périscolaire, apparaissait comme le plus crédible. ***Même les électeurs centristes et radicaux ont été tentés, après ce débat calamiteux, par voter pour lui au second tour, en espérant qu'Emmanuel Grégoire se souvienne de leurs votes dans ses choix et arbitrages municipaux.***

La France ne manque ni de talents, ni d'intelligences. Elle semble en revanche manquer de plus en plus de ce que l'Antiquité appelait des **Socrate**, et regorger de **sophistes**.

Dans l'Athènes démocratique, les sophistes enseignaient l'art de convaincre. Peu importait la vérité : ce qui comptait, c'était l'efficacité du discours. Ils pouvaient défendre une thèse… et son contraire, avec la même aisance.

Face à eux, Socrate opposait une exigence radicale : celle de la vérité. Une vérité qui ne dépend ni de l'émotion du moment, ni de l'opinion dominante, mais qui se cherche dans l'effort du dialogue, de la contradiction, de la rigueur.

Le conflit était déjà là : la persuasion contre la vérité, l'efficacité contre l'exigence, l'acceptation de l'inacceptable face au devoir d'intégrité, la facilité face à l'éthique.

Deux mille cinq cents ans plus tard, il n'a rien perdu de son actualité. Triste constat d'ailleurs. La Science progresse, le Savoir augmente, les connaissances se multiplient, nous améliorons la Société, mais en quoi l'Homme s'améliore-t-il ? A-t-il progressé entre l'époque de Socrate, de Moïse ou de Jésus et notre époque ? J'aurais tendance à répondre : pas le moins du monde !

Que voyons-nous aujourd'hui ? Une vie politique saturée de formules, de raccourcis, de postures. Des

responsables capables d'affirmer, sans ciller, qu'il fait beau… alors qu'il pleut, et d'être applaudis pour cela. Ils nous ont écœurés en écartant toute alliance contre-nature avant le premier tour en acceptant l'inacceptable pour le second, avec les mêmes mots…

Une rhétorique qui ne cherche plus à convaincre par la justesse, mais à emporter l'adhésion par la répétition, l'émotion ou la simplification.

Alain Finkielkraut n'a cessé d'alerter sur cette dérive : lorsque tout devient opinion, la vérité s'efface derrière la rhétorique. Dans une démocratie, celui qui parle le mieux peut l'emporter, pas nécessairement celui qui a raison. La majorité l'emporte sur la Vérité, le vote sur les Valeurs Républicaines.

Faut-il alors désespérer de la démocratie ?

La tentation existe. Car Socrate lui-même en voyait la limite : tous les électeurs ne sont pas également armés pour distinguer le vrai du faux. Et l'histoire nous rappelle que la démocratie athénienne condamna celui qui cherchait la vérité.

Les plateaux télévision illustrent également cet état de notre société. On y voit des spécialistes du coronavirus d'un jour devenir spécialistes de l'Ukraine et de la Russie le lendemain, puis de l'Iran, du pétrôle, des drones, et des missiles le surlendemain. Mais en quoi nous éclairent-ils vraiment dans notre recherche de la Vérité ? Internet est « le lieu » où ces comportements sont à leur paroxysme : pour un prix Nobel ou pour un véritable sachant s'expriment face à lui des millions d'ignares, l'expression de chacun de ces ignares compte pourtant autant que celle du sachant.

Cette critique, si elle est lucide, est incomplète.

Montesquieu nous offre une autre voie. Pour lui, la démocratie ne repose pas sur la détention individuelle de la vérité, mais sur la confrontation des points de vue. Personne ne détient seul le vrai, mais chacun peut en porter une part.

Encore faut-il que le débat soit digne de ce nom.

Car Montesquieu ne croyait pas à la vertu magique du conflit des opinions. Il croyait à sa **qualité**. À la modération. À cette capacité rare, et aujourd'hui presque disparue, à reconnaître que l'autre peut avoir raison.

Changer d'avis n'est pas une faiblesse. C'est une forme de liberté. Et dans une démocratie adulte, on devrait presque remercier celui qui nous fait progresser, y compris contre nous-mêmes.

Or que voyons-nous aujourd'hui ? L'inverse.

Des débats où l'objectif n'est plus de comprendre, mais de vaincre. Des positions figées, imperméables aux faits. Des affrontements où l'adversaire n'est plus un interlocuteur, mais un ennemi.

Jürgen Habermas apporte ici un éclairage décisif. Le problème n’est pas la démocratie en elle-même. Le problème est la dégradation de l’espace public. Lorsque le débat est dominé par l’émotion, la simplification, la pression médiatique ou les logiques de réseaux, il ne produit plus de vérité. Il produit du bruit.

Pour Habermas, la vérité démocratique ne disparaît pas par nature. Elle disparaît lorsque les conditions d’un débat rationnel ne sont plus réunies. Et c’est précisément ce à quoi nous assistons.

Mais il y a plus grave encore.

Hannah Arendt nous met en garde contre une dérive plus profonde : non pas seulement la confusion des opinions, mais l’effacement des faits eux-mêmes.

Car en politique, la vérité la plus fragile n’est pas la vérité philosophique. C’est la vérité de fait. Ce qui s’est réellement passé.

Lorsque cette vérité devient discutable, manipulable, interchangeable, ce n’est pas seulement le débat qui vacille. C’est la réalité commune qui se dissout. Et sans réalité commune, il n’y a plus de politique possible. Il n’y a plus que des récits concurrents.

La question posée par ce second tour est donc simple, presque brutale : **la République peut-elle survivre sans vérité ?**

Socrate répondrait non : sans vérité, il n’y a que l’injustice. Finkielkraut dirait que nous sommes en train de la perdre. Habermas nous expliquerait qu’elle peut être reconstruite, mais à des conditions exigeantes. Arendt nous rappellerait que sans faits partagés, tout s’effondre. Montesquieu, enfin, nous inviterait à une forme de sagesse : la vérité n’est pas donnée. Elle se construit. Mais elle suppose des esprits libres, capables d’écouter, de douter, de reconnaître.

C’est précisément ce qui semble aujourd’hui faire défaut.

La crise que nous traversons n’est pas seulement politique. Elle est intellectuelle et morale. Elle tient moins aux institutions qu’à la manière dont nous habitons le débat public et à la baisse du niveau de connaissance et de formation de nos jeunes générations.

Nous n’avons pas seulement besoin de programmes, politiques comme scolaires. Nous avons besoin d’exigence. Nous n’avons pas seulement besoin de candidats. Nous avons besoin d’incarnations.

Nous avons besoin, en somme, de retrouver quelque chose de profondément socratique : le goût de la vérité, le courage du doute, l’humilité du dialogue.

Faute de quoi, la démocratie risque de ne plus être qu’un théâtre où les sophistes et les extrêmes l’emportent.

Et où la vérité, lentement, s’efface.

A nous les Radicalement Républicains de nous retrousser les manches et d’entamer ce grandchantier !

Patrick Pilcer

Président de Pilcer & Associés, conseil et expert sur les marchés financiers, auteur de « Radicalement républicain. Le mur n’est pas une fatalité. » (disponible dans la Librairie Opinion Internationale et bientôt dans toutes les bonnes librairies)

Categorie

1. Opinions

date créée
23 mars 2026